

Nations Unies ASSEMBLEE GENERALE

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 732e

SEANCE

Mercredi 16 janvier 1957,
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 31 de l'ordre du jour :	
Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (<i>suite</i>)	
Article 10 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (<i>suite</i>).....	265

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532, A/C.3/L.557, A/C.3/L.558/Rev.1, A/C.3/L.559/Rev.1, A/C.3/L.561 à 565) [suite]

ARTICLE 10 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A) [suite]

1. Mme LEIVO-LARSSON (Finlande) déclare que sa délégation n'est pas tout à fait satisfaite du libellé de l'article 10 du projet de pacte (E/2573, annexe I, A), mais approuve entièrement les principes qui y sont énoncés.

2. En Finlande, la législation accorde une protection très étendue à la mère et à l'enfant. Il existe depuis 1938 un vaste programme d'aide à la maternité: toutes les femmes enceintes, qu'elles soient mariées ou non, ont droit à des secours et sont tenues de subir un examen médical avant la fin du quatrième mois de leur grossesse. Environ 98 pour 100 des femmes qui accouchent bénéficient de ce programme. La Finlande a créé en 1943 un système d'allocations familiales destinées à venir en aide aux familles nombreuses dont les ressources sont insuffisantes. En 1948, on a adopté une loi sur les indemnités pour enfants à charge; ces indemnités sont versées pour tous les enfants âgés de moins de 16 ans, y compris les enfants des étrangers qui résident en Finlande. La moitié environ des fonds nécessaires est fournie par les contributions des employeurs, qui représentent 3 pour 100 de la masse des salaires payés; l'Etat prend le solde à sa charge. Mme Leivo-Larsson mentionne également le système d'aide aux ménagères et les prêts sans intérêt que l'Etat accorde aux jeunes couples qui veulent fonder un foyer.

3. En ce qui concerne les amendements soumis, plusieurs sont inacceptables pour la délégation finlandaise qui estime que l'article 10 sous sa forme initiale est déjà trop détaillé et qu'il faut laisser à chaque pays le soin de régler les détails conformément à sa législation. De nombreux pays ne pourraient pas, par exemple, mettre en œuvre les dispositions de l'amendement soviétique (A/C.3/L.559/Rev.1).

4. Mlle AGUIRRE (Mexique) approuve entièrement les principes énoncés dans l'article 10. Bien souvent encore, les enfants des familles pauvres sont obligés de travailler et sont honteusement exploités par leurs employeurs. Il est donc bon, comme le fait le paragraphe 2, de prévoir que les enfants et les adolescents ne pourront pas être astreints à certains travaux de nature à nuire à leur développement non seulement physique mais intellectuel et de prévoir également que l'exploitation de ces enfants sera considérée comme un délit et punie comme tel. Certaines délégations ont dit que le paragraphe 2 semblait viser uniquement les enfants qui appartiennent à des familles fondées sur le mariage. Mlle Aguirre ne partage pas cette façon de voir et croit que seule une mauvaise rédaction est fautive. Il ne faut pas oublier, du reste, qu'il est dit au paragraphe 2 de l'article 2 que les Etats s'engagent à garantir l'exercice des droits sans distinction aucune, notamment de naissance; il ne peut donc être question de discrimination au détriment des enfants nés hors mariage.

5. La délégation mexicaine approuve entièrement la première clause du paragraphe 3, qui a trait à la protection de la famille, fondement de la société. Quant à la deuxième partie de ce paragraphe, ayant trait au mariage, si, à première vue, elle paraît plus indiquée dans le pacte relatif aux droits civils et politiques, elle n'est cependant pas déplacée dans le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, si on le considère aussi sous son aspect civil.

6. Mlle Aguirre souhaite que l'on parvienne à améliorer le libellé de l'article 10; toutefois, elle pourra voter en faveur de cet article sous sa forme initiale parce qu'il assure à la famille un minimum suffisant de protection; d'autre part, il ressort du rapport de la Commission des droits de l'homme que ce texte est le seul qui soit jugé acceptable par la majorité des Etats.

7. Mme ROSSEL (Suède), qui a participé aux travaux de la Commission des droits de l'homme de 1951 à 1953, voudrait ajouter quelques mots à ce qu'a dit M. Humphrey. C'est à sa septième session, en 1951, que la Commission des droits de l'homme a commencé à rédiger les articles du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Pour l'article 10, elle a pris comme base de discussion le paragraphe 2 de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le texte qu'elle a adopté était très bref et supérieur à certains égards au texte actuel. Il était ainsi conçu:

"Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent que:

"1. La mère a droit à une protection spéciale dès avant la naissance de son enfant;

"2. Des mesures de protection spéciale doivent être prises en faveur des enfants et adolescents; ceux-ci ne peuvent, notamment, être astreints à des

travaux de nature à nuire à leur développement normal¹.”

A la séance précédente, la représentante du Guatemala a suggéré un texte qui s'inspire du texte de 1951 et qui contient en outre les meilleurs éléments du texte actuel. Mme Rössel espère que la Commission pourra, en s'appuyant sur le texte guatémalien, mettre au point un article 10 plus satisfaisant que l'article actuel.

8. L'article 10, tel qu'il est rédigé actuellement, traite d'abord des très jeunes enfants, puis des enfants en âge de travailler et enfin de la famille. Mme Rössel insiste sur le fait que ce sont essentiellement les enfants dont on veut assurer la protection dans cet article. C'est là un point qu'il ne faut pas oublier. La Commission des droits de l'homme a employé le mot *motherhood* faute d'en trouver un meilleur, mais on ne saurait le remplacer par *mothers*. Si l'on met l'accent sur “mères”, on risque de voir accorder aux femmes une protection excessive qui ne peut que les défavoriser sur le marché du travail, les employeurs hésitant à accepter de la main-d'œuvre féminine. En prévoyant que les congés de maternité des femmes salariées seront payés par l'employeur, le texte proposé par l'Union soviétique (A/C.3/L.559/Rev.1) desservirait les intérêts des femmes au lieu de les servir. Il ne faut accorder à la mère que la protection qui est indispensable dans l'intérêt de l'enfant et de la famille.

9. Il conviendrait pour le paragraphe 2 de mettre au point un texte plus simple et juridiquement acceptable.

10. La délégation suédoise n'est pas d'avis de faire mention spéciale d'un certain groupe d'enfants; elle ne pourra donc pas voter en faveur de l'amendement bulgare (A/C.3/L.558/Rev.1). La Commission des droits de l'homme avait envisagé de mentionner les enfants illégitimes, mais a jugé préférable de parler des enfants, ce qui signifie tous les enfants, sans distinction aucune.

11. Quant au paragraphe 3, Mme Rössel rappelle qu'il a été inclus dans l'article à une époque où n'existait aucun article relatif à la famille et au mariage. La Commission des droits de l'homme a ensuite traité de ces questions dans l'article 22 du pacte relatif aux droits civils et politiques (E/2573, annexe I, B), article mis au point en 1953, mais elle n'a pas été en mesure de modifier l'article 10 du pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, compte tenu de l'article concernant le mariage qu'elle avait décidé d'insérer dans le pacte relatif aux droits civils et politiques. Bien qu'acceptable quant au fond, la phrase courte et incomplète sur le mariage qui figure au paragraphe 3 n'est pas satisfaisante, essentiellement parce que — sous sa forme actuelle — elle paraît exclure les groupements familiaux qui ne sont pas fondés sur le mariage. En outre, on peut se demander si une formule de ce genre doit trouver place dans le pacte.

12. La délégation suédoise croit que la Commission aurait intérêt à nommer un groupe de travail, comme l'a suggéré le représentant du Salvador.

13. M. CHAUDHURI (Pakistan) se plaint à constater que tous les membres de la Commission sont d'accord sur le fond de l'article 10 et très désireux d'en améliorer le libellé.

14. Il pense qu'au paragraphe 2 le membre de phrase “dans le cadre de la famille et avec son concours”, qui a donné lieu à de multiples objections, pourrait être supprimé sans dommage. Le texte y gagnerait en con-

cision. La deuxième partie de ce paragraphe renferme des idées très importantes, acceptées par tous, et que l'on retrouve d'ailleurs dans la Constitution du Pakistan (art. 28, c). M. Chaudhuri reconnaît toutefois que le libellé n'est pas très heureux et appuiera toute tentative en vue de l'améliorer.

15. Par contre, l'insertion du paragraphe 3 — la seconde partie tout particulièrement — est discutable. Nul ne songe à nier la très grande importance de la famille, mais pourquoi en parler dans l'article 10 puisque la question est traitée plus à fond dans l'article 22 du pacte relatif aux droits civils et politiques? La délégation pakistanaise appuiera toute proposition tendant à supprimer la dernière partie de ce paragraphe.

16. L'amendement bulgare (A/C.3/L.558/Rev.1) paraît inutile, le mot “enfants” désignant toutes les catégories d'enfants. M. Chaudhuri ne pourra pas non plus voter pour l'amendement soviétique (A/C.3/L.559/Rev.1), car le Pakistan, comme d'autres pays, applique le système du financement tripartite. Il appuie sans réserve les amendements des Pays-Bas (A/C.3/L.557) et de l'Arabie Saoudite (A/C.3/L.561).

17. M. MACCHIA (Italie) avait, à la séance précédente, proposé un nouveau texte pour la deuxième phrase du paragraphe 2. Certaines délégations lui ayant indiqué au cours d'entretiens privés qu'elles préféreraient un texte plus court, M. Macchia a mis au point un amendement (A/C.3/L.564) qui conserve l'essentiel du texte primitif, se lit plus aisément et pourra, espère-t-il, recueillir une très large majorité.

18. M. PAZHWAK (Afghanistan) souligne que la majorité des membres de la Commission appuie les principes qui sont à la base de l'article 10. Cependant, comme l'ont fait observer nombre d'orateurs, la rédaction du texte original est loin d'être satisfaisante. Aussi plusieurs délégations ont-elles présenté des amendements en vue de l'améliorer. La délégation de l'Afghanistan considère que leurs efforts ont été des plus fructueux et elle est favorable à la plupart des amendements déposés. Elle voudrait toutefois suggérer certaines modifications au texte de ces amendements et espère que leurs auteurs pourront en tenir compte. M. Pazhwak précise qu'il ne présente pas de proposition formelle.

19. La délégation de l'Afghanistan approuve entièrement l'amendement de l'Arabie Saoudite (A/C.3/L.561). En remplaçant dans le texte anglais les mots *motherhood* et *maternity* par le mot *mothers*, on améliore nettement le texte original.

20. En ce qui concerne l'amendement du Chili et du Pérou (A/C.3/L.562), le représentant de l'Afghanistan ne juge pas utile d'introduire au paragraphe 2 la notion d'assistance; le mot “protection” a un sens suffisamment large. Si les auteurs de l'amendement n'acceptent pas sa suggestion, M. Pazhwak demandera un vote séparé sur le mot “assistance”. A son avis, il serait préférable de remplacer dans la même phrase les mots “enfants et adolescents” par le mot “mineurs”. Au cas où les délégations du Chili et du Pérou ne pourraient pas tenir compte de cette suggestion, M. Pazhwak présenterait peut-être une proposition formelle à ce sujet. La dernière partie de l'amendement est satisfaisante; elle permet de résoudre le problème soulevé par l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.558/Rev.1).

21. Passant ensuite à l'amendement de l'Equateur et de la Grèce (A/C.3/L.563) qui se rapporte au paragraphe 3 de l'article 10, M. Pazhwak signale qu'il con-

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, onzième session, Sublément No 9, annexe I, art. 26.

sidère, comme la représentante de la Suède, que cet article n'est pas à sa place dans le pacte; il en acceptera toutefois le maintien si tel est le désir d'un grand nombre de délégations. Quant à l'amendement proprement dit, la formule "la famille, élément naturel et fondamental de la société" est plus heureuse que celle qui figure dans le texte original. En effet, il est difficile d'affirmer que la famille est le fondement de la société; M. Pazhwak juge une telle thèse discutable. La délégation afghane est opposée à l'insertion du mot "assistance" et demandera que ce mot soit mis aux voix séparément, comme dans le cas de l'amendement du Chili et du Pérou, si les délégations de l'Equateur et de la Grèce décident de le maintenir. D'autre part, l'expression "a droit à" n'implique pas suffisamment l'idée d'obligation; on pourrait remplacer la première phrase de l'amendement par le texte suivant: "La plus large protection doit être accordée à la famille, élément naturel et fondamental de la société." Dans la même phrase, M. Pazhwak suggère de supprimer dans le texte anglais le mot *possible* qui n'apporte, à son sens, aucune précision; il n'insistera cependant pas sur ce point si la majorité des membres de la Commission ne partage pas son opinion. Pour la deuxième phrase, le libellé du texte anglais laisse à désirer; la formule employée dans l'article original paraît préférable, parce que plus conforme aux termes utilisés dans d'autres articles du pacte et dans d'autres conventions. En ce qui concerne le deuxième paragraphe de l'amendement de la Grèce et de l'Equateur, M. Pazhwak considère qu'il serait plus logique de placer le paragraphe 3 à la place du paragraphe 2.

22. La délégation de l'Afghanistan appuie l'amendement des Pays-Bas (A/C.3/L.557); elle ne pense pas que l'insertion du terme "moralité" puisse donner lieu à des difficultés. Mieux vaudrait cependant le placer avant le mot "santé" pour ne pas rompre le lien logique qui existe entre les notions de santé et de vie.

23. Pour ce qui est de l'amendement de l'Italie (A/C.3/L.564), M. Pazhwak regrette que le mot "exploitation", indispensable à son avis, n'y figure pas et demande au représentant de l'Italie s'il accepterait de l'inclure dans son texte. L'utilisation illégale de la main-d'œuvre infantine constitue en soi une exploitation et il est inutile de mentionner deux fois la même idée.

24. M. Pazhwak approuve le principe dont s'inspire l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.559/Rev.1), mais ne peut accepter la deuxième partie de cet amendement. Si elle est maintenue, la délégation afghane devra voter contre le texte proposé.

25. Quant à l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.558/Rev.1), le représentant de l'Afghanistan appuie le principe qu'il énonce, mais estime que ce principe est exprimé de façon plus satisfaisante dans l'amendement du Chili et du Pérou (A/C.3/L.562).

26. M. EUSTATHIADES (Grèce) pense qu'il convient de maintenir un juste équilibre entre la thèse selon laquelle les projets de pactes doivent être rédigés de la façon la plus concise possible et la conception qui veut que ces articles contiennent des dispositions détaillées. C'est en partant de ce point de vue que la délégation de la Grèce examinera le texte original de l'article 10 et les divers amendements proposés.

27. M. Eustathiades voudrait apporter une légère modification de forme au texte français de l'article 10 tel qu'il a été élaboré par la Commission des droits de l'homme. Il propose de supprimer, à la fin du para-

graphe 2, le mot "et" qu'il juge superflu. En ce qui concerne la remarque faite par le représentant de la France au sujet du mot "présent", dans l'expression "présent Pacte", l'utilisation de ce terme ne soulève, de l'avis de la délégation grecque, aucune difficulté. Cette expression se retrouve dans la Charte des Nations Unies et dans tous les instruments internationaux.

28. M. Eustathiades approuve entièrement l'idée dont s'inspire le texte de l'Union soviétique (A/C.3/L.559/Rev.1). Il ne pense pas, cependant, qu'il y ait intérêt à préciser que le congé payé de maternité doit être à la charge de l'Etat ou de l'employeur. Il faut laisser aux Etats le soin de choisir la méthode de financement de ces congés et il suffirait, comme l'a suggéré le représentant de la Syrie, de spécifier qu'il s'agit d'un congé payé. Si cette proposition n'est pas acceptée, la délégation de la Grèce demandera un vote par division sur l'amendement soviétique.

29. En ce qui concerne l'amendement de la Bulgarie (A/C.3/L.558/Rev.1), M. Eustathiades ne voit pas la nécessité de dire que l'Etat est tenu de protéger les catégories d'enfants qui y sont visées. Les dispositions législatives appliquées en la matière varient d'un pays à l'autre. En Grèce, cette protection est assurée en partie par des organisations bénévoles. En omettant la mention en question, on ne retrancherait d'ailleurs rien au principe en cause, puisque l'obligation d'assurer une protection aux enfants incombe nécessairement à l'Etat. La délégation grecque demandera un vote séparé sur le mot "illégitime". Elle approuve entièrement l'idée générale qui est à la base de l'amendement de la Bulgarie et qui se retrouve à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais elle juge inutile d'introduire dans le pacte des dispositions trop détaillées à cet égard. A la Commission des droits de l'homme, la délégation de l'Union soviétique avait proposé l'étude d'un projet de pacte relatif aux enfants. C'est dans un tel instrument que des dispositions détaillées auraient leur place.

30. La délégation grecque votera en faveur de l'amendement des Pays-Bas (A/C.3/L.557). Elle n'est pas opposée à l'amendement de l'Arabie Saoudite (A/C.3/L.561).

31. En ce qui concerne l'amendement du Chili et du Pérou (A/C.3/L.562), M. Eustathiades considère que ses auteurs ont eu raison d'introduire la notion d'assistance, qui a déjà été retenue dans l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

32. Le représentant de la Grèce présente ensuite quelques observations générales sur les amendements proposés par sa délégation et celle de l'Equateur (A/C.3/L.563). Ces délégations ont adopté la formule "la famille, élément naturel et fondamental de la société" non seulement pour la raison indiquée par le représentant de l'Afghanistan, mais aussi parce que cette expression figure dans l'article 22 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques (E/2573, annexe I, B). Il est préférable d'utiliser la même terminologie dans les deux pactes. Les auteurs des amendements ont ajouté la notion d'assistance pour rendre le texte plus conforme aux dispositions de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et pour préciser les obligations incombant aux Etats. Ils ont omis la phrase "Elle repose sur le mariage", qu'ils ont jugée inutile puisqu'il s'agit là d'une conception universellement admise. D'autre part, en apportant cette précision, on pourrait laisser entendre que les mesures de protection prévues à l'article 10 ne visent pas les familles qui ne sont pas fondées sur le mariage: une

telle interprétation serait contraire à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'idée selon laquelle le mariage doit être librement consenti a été maintenue puisqu'elle se rapporte à l'aspect social du mariage.

33. M. Eustathiades accepte volontiers la suggestion du représentant de l'Afghanistan tendant à remanier la première phrase de l'amendement. La formule proposée permet d'aligner le paragraphe 3 sur les autres paragraphes de l'article 10. Le représentant de la Grèce ne voit pas non plus d'objection à supprimer dans le texte anglais de la première phrase le mot *possible*. Il regrette toutefois de ne pouvoir accepter la suggestion tendant à intervertir l'ordre des paragraphes 2 et 3; il pense qu'il est préférable de faire passer le paragraphe 3 à la place du paragraphe 1, car il lui semble logique de mentionner d'abord la famille, puis les membres de la famille.

34. M. TSURUOKA (Japon) approuve entièrement les principes énoncés à l'article 10, qui sont conformes aux dispositions législatives en vigueur dans son pays. Au Japon, les femmes salariées ont droit à un congé payé de maternité et ne peuvent être licenciées pendant une certaine période avant et après l'accouchement. De plus, une aide est accordée aux femmes enceintes dépourvues de ressources. Les lois relatives à la protection de l'enfance prévoient des sanctions pénales contre toute personne qui emploie des enfants de moins de 15 ans et elles interdisent d'astreindre des adolescents de moins de 18 ans à des travaux de nature à compromettre leur santé ou leur bien-être ou à mettre leur vie en danger.

35. Si la délégation japonaise approuve entièrement l'esprit de l'article 10, elle considère que les dispositions qu'il renferme devraient faire l'objet d'une mise au point. A son avis, il ne ressort pas clairement de la première phrase du paragraphe 2 que les mesures spéciales de protection doivent s'appliquer aussi aux enfants sans famille. D'autre part, il semble que l'on ne tient pas compte des cas dans lesquels l'enfant est mieux protégé en dehors de la famille. Or chacun sait que dans certaines familles les enfants sont négligés et maltraités, ce qui entraîne des conséquences fâcheuses pour leur développement. M. Tsuruoka estime, lui aussi, qu'il conviendrait de supprimer au paragraphe 2 le terme "exploitation" qui n'ajoute rien au texte. Le fait même d'employer des enfants à des travaux pouvant compromettre leur santé constitue une exploitation et il est inutile d'exprimer la même idée sous deux formes différentes.

36. Ces considérations amènent le représentant du Japon à suggérer pour le paragraphe 2 un nouveau libellé qui se lirait comme suit:

"Des mesures de protection spéciale, s'exerçant dans tous les cas appropriés et dans la mesure du possible dans le cadre de la famille et avec son concours, doivent être prises en faveur des enfants et des adolescents, pour leur développement normal. L'utilisation de la main-d'œuvre enfantine et l'emploi des adolescents à des travaux nuisibles à la santé physique ou morale ou dangereux pour la vie doivent être déclarés illégaux et passibles de sanctions pénales."

37. La délégation du Japon ne présente pas de proposition formelle. Elle espère que les auteurs d'amendements tiendront compte de sa suggestion.

38. Pour conclure, M. Tsuruoka déclare que sa délégation appuie la proposition du représentant des Phi-

lippines (730ème séance) tendant à ce que le paragraphe 3 de l'article 10 devienne le paragraphe 1.

39. Mlle MAÑAS (Cuba) estime que l'article 10 est acceptable quant au fond. On pourrait néanmoins envisager de modifier l'ordre des paragraphes, comme plusieurs représentants l'ont suggéré. Il serait plus logique de faire du paragraphe 3 le paragraphe 1. De cette manière, l'article porterait d'abord sur la protection de la famille, puis sur celle des membres de la famille — la mère et l'enfant.

40. Après avoir souligné que le terme espagnol de *maternidad* implique plutôt une notion de qualité (la qualité de mère) qu'une notion de temps (période antérieure et postérieure à la naissance), Mlle Mañas déclare qu'il appartient à l'Etat de déterminer la durée de la protection spéciale qui doit être accordée à la mère, notamment à la femme en couches. Dans ces conditions, le paragraphe 1 lui paraît bien rédigé. Il mentionne que la femme doit être protégée "pendant une période de temps raisonnable", ce qui est tout à fait à propos. Ce texte est d'ailleurs conforme à l'article 68 de la Constitution de Cuba qui donne des garanties aux femmes, mariées ou non, pendant la grossesse, avant et après l'accouchement et pendant la période d'allaitement. C'est ainsi qu'elles ne peuvent être congédiées, ne peuvent être contraintes à effectuer des travaux de force et doivent bénéficier d'un congé payé. Ce paragraphe est en outre conforme aux dispositions de la Convention No 103 et à la recommandation 95 de l'Organisation internationale du Travail concernant la protection de la maternité, dont il ne serait pas inutile que le représentant de l'OIT précise la portée et le contenu.

41. Le paragraphe 2 de l'article 10 est relatif à la protection des mineurs; il correspond à la loi cubaine qui, entre autres dispositions, interdit l'apprentissage et le travail des enfants de moins de 14 ans.

42. Mlle Mañas approuve le début du paragraphe 3, mais pense que la deuxième partie pourrait être incorporée dans un autre article ou faire l'objet d'un article distinct. En tout cas, la notion de libre consentement dans le mariage ne doit pas disparaître des pactes, car il faut éviter que la femme puisse être considérée comme un simple objet et obligée d'accepter une union qu'elle ne souhaite pas.

43. La représentante de Cuba se réserve de commenter ultérieurement les amendements relatifs à l'article 10, qu'il vaudrait mieux ne pas modifier trop profondément.

44. M. TOWNSEND EZCURRA (Pérou) constate que peu de délégations paraissent favorables à l'article 10 sous sa forme originale. Cela tient très probablement au fait que le texte n'est pas bien construit, qu'il est rédigé de manière compliquée et contient des éléments qui ne devraient pas s'y trouver. Tout en reconnaissant ces défauts, le Pérou n'a pas voulu proposer de modifications radicales, afin de ne pas retarder la discussion. Cela ne signifie nullement bien entendu que la délégation péruvienne n'appuiera pas de son vote les modifications qui lui paraîtront heureuses, comme la formule proposée par les Pays-Bas (A/C.3/L.557), la suggestion faite par le Guatemala (731ème séance) ou l'amendement de l'Uruguay (A/C.3/L.565).

45. Pour sa part, le Pérou s'est associé au Chili afin de présenter un amendement (A/C.3/L.562) ayant pour objet d'améliorer l'un des passages les plus controversés de l'article 10. Dans sa rédaction actuelle, en effet, le paragraphe 2 mentionne que les mesures de protection seront prises "dans le cadre de la famille et

avec son concours". On pourrait en conclure que l'article ne vise pas les enfants sans famille. Or ceux-ci sont extrêmement nombreux, en particulier dans les régions sous-développées du globe. C'est un fait douloureux mais incontestable. Il faut éviter le risque de laisser sans protection les mineurs qui en ont précisément le plus besoin. La proposition du Chili et du Pérou vise à écarter toute ambiguïté sur ce point. Elle tend aussi à empêcher que le pacte n'établisse sous une forme quelconque une distinction entre les enfants nés du mariage et les enfants nés hors mariage. C'est à "tous" les enfants "sans discrimination d'aucune sorte" que des mesures de protection et d'assistance doivent s'appliquer. L'amendement commun a d'autre part l'avantage de supprimer l'expression "dans tous les cas appropriés" qui paraît à la fois équivoque et superflue.

46. Le représentant du Pérou considère que la première phrase du paragraphe 3 est satisfaisante, mais que les deux dernières phrases devraient être éliminées. Ce n'est pas qu'il méconnaisse l'importance du mariage et celle du libre consentement dans le choix d'un époux, loin de là. Mais il pense que l'article 10 a pour objet de protéger la famille et ses membres les plus faibles et non de fixer les conditions de validité du mariage qui relèvent plutôt de l'article 22 du pacte relatif aux droits civils et politiques. De plus, en disant que la famille repose sur le mariage, on laisse entendre que les familles constituées en dehors de la légalité ne peuvent prétendre à une protection. Il ne faut pourtant pas oublier qu'une famille peut parfaitement exister en l'absence de mariage. La famille peut d'ailleurs aussi exister même si le père ne remplit pas son rôle. La tendance moderne est intéressante sur ce point. C'est ainsi qu'au Pérou une loi relative à l'abandon de famille est actuellement à l'étude et qu'un juriste catholique espagnol a proposé que soient reconnus les droits et devoirs découlant des unions irrégulières.

47. Passant aux problèmes de traduction que l'article 10 pose en espagnol, M. Townsend Ezcurra précise que, pour sa délégation, le terme *maternidad* a un sens plus restrictif que le mot anglais *motherhood*. Il semble que le paragraphe 1 devrait être rédigé comme suit: *Que se debe conceder especial protección a la madre y en particular a la maternidad durante un periodo razonable antes y después del parto*. Se fondant sur les définitions du dictionnaire démographique publié par l'Organisation des Nations Unies², M. Townsend Ezcurra expose les raisons pour lesquelles il préférerait le mot "jeunes" au mot "adolescents"; le mot "mineurs", qui permettrait de résoudre de nombreuses difficultés, serait probablement difficile à incorporer dans le texte anglais.

M. Massoud-Ansari (Iran), vice-président, assume la présidence.

48. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) constate que l'article 10 qui vise la famille, le mariage, la maternité et la protection des mineurs consacre des principes propres à assurer le bien-être de la mère, de l'enfant et de l'adolescent. Il comprend donc tous les éléments nécessaires; on pourrait cependant envisager de lui donner une autre présentation qui corresponde davantage au caractère juridique de l'instrument auquel il doit s'incorporer.

49. La représentante de la République Dominicaine considère qu'en espagnol seul le terme *maternidad*

peut décrire l'état de la femme avant et après l'accouchement. Telle est d'ailleurs la terminologie employée de manière générale dans les pays d'Amérique latine. Il ressort clairement du rapport présenté par la Commission interaméricaine des femmes à la dixième Conférence interaméricaine de Caracas (1952) que les dispositions législatives tendant à protéger la mère, antérieurement et postérieurement à la naissance, font usage de ce mot. On le trouve également dans la résolution sur la condition économique de l'ouvrière (résolution XXIII) de la neuvième Conférence interaméricaine de Bogota (1948) et dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme adoptée par cette conférence (résolution XXX). C'est d'ailleurs à ce dernier texte que la République Dominicaine a emprunté l'amendement qu'elle a présenté en commun avec plusieurs autres délégations et qui est devenu le paragraphe 2 de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

50. Mlle Bernardino ne voit donc pas d'inconvénient à accepter le paragraphe 1 sous sa forme actuelle, car il contient des principes généraux dont les législations nationales s'inspirent déjà ou devraient s'inspirer. Elle voudrait rappeler à ce sujet qu'à la Commission de la condition de la femme, elle a toujours soutenu que la protection accordée à la mère ne doit pas avoir une durée excessive. En effet, si on envisage une période de protection trop longue, les employeurs hésiteront à faire appel à la main-d'œuvre féminine. En définitive, en voulant trop protéger la femme, on compromettrait ses possibilités d'emploi et la discrimination à laquelle on cherche à mettre fin risquerait de se réintroduire. Au reste, on s'est rendu compte depuis longtemps déjà que le meilleur moyen d'améliorer le sort de la femme consiste non pas à lui garantir une protection complète, mais à lui assurer des droits égaux à ceux de l'homme. Il est évident que le travail est devenu une nécessité pour les deux sexes; les femmes ont montré pendant la deuxième guerre mondiale qu'elles sont capables d'assumer pleinement leur rôle.

51. De l'avis de la représentante de la République Dominicaine, il importe de mentionner que le mariage doit être librement consenti par les futurs époux. Cela est conforme à la résolution 843 (IX) de l'Assemblée générale et à la résolution adoptée à sa dixième session par la Commission de la condition de la femme³. Le libellé même de ces deux textes prouve qu'à l'heure actuelle encore, il existe des coutumes, des lois et des pratiques portant atteinte à la dignité de la femme. Celle-ci a déjà conquis de nombreux droits, mais il reste beaucoup à faire. Le principe énoncé au paragraphe 3 de l'article 10 a donc sa place dans un instrument destiné à améliorer le sort de l'être humain.

52. Mlle Bernardino ne pourra pas voter pour l'amendement de l'URSS (A/C.3/L.559/Rev.1) ni pour celui de la Bulgarie (A/C.3/L.558/Rev.1) dont la rédaction présente certains défauts. Elle ne voit aucun inconvénient à accepter l'amendement du Chili et du Pérou (A/C.3/L.562) et celui des Pays-Bas (A/C.3/L.557). Elle préfère le texte original de l'article au texte proposé pour le paragraphe 1 par l'Arabie Saoudite (A/C.3/L.561). Enfin, elle estime que l'amendement de l'Equateur et de la Grèce (A/C.3/L.563) tient compte de la réalité des faits.

La séance est levée à 13 h. 15.

² Dictionnaire démographique multilingue (ST/SOA/Series A), Etudes démographiques, No 19 (éd. provisoire), juin 1954.

³ Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-deuxième session, Supplément No 4, par. 139.